



COMMUNISME

#17

SEPTEMBRE 2026

■ Été 2026 : la crise majeure du Parti Communiste d'Inde (Maoïste)



Sur la photo en couverture de ce numéro, on trouve trois figures révolutionnaires indiennes tombées dans la guerre populaire menée par le Parti Communiste d'Inde (Maoïste). Il s'agit de Nambala Keshava Rao, dit Basava Raju, secrétaire général du Parti assassiné en mai 2025, de Gumudavali Renuka, dite Midko (c'est-à-dire « luciole » en langue gondi), une dirigeante du Parti assassinée en mars 2025, et de Madvi Hidma, chef du premier bataillon de l'Armée-Guérilla de Libération populaire, assassiné en novembre 2025.

Leur perte pour la cause révolutionnaire fut bien entendu douloureuse et, malheureusement, la situation a empiré depuis, l'été 2026 étant caractérisé par une crise majeure pour le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), au point que l'État indien a affirmé qu'il avait mis un terme au « terrorisme d'extrême-gauche ».

Ce numéro expose le problème et bien entendu le cadre historique de celui-ci. Il va de soi, en effet, que nous nous intéressons depuis longtemps, ou très longtemps, à la question de l'Inde, le pays le plus peuplé du monde, avec pratiquement 1,5 milliard d'habitants. La vague révolutionnaire affirmant le maoïsme et la guerre populaire, dans les années 1960-1970, y a été puissante et l'engagement ne s'est jamais tari non plus.

Savoir ce qui se passe en Inde est ainsi incontournable. Néanmoins, ni le Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste en Belgique ni le Parti Matérialiste Dialectique en France n'en ont parlé. Cela tient à des différences de conception, suffisamment profondes pour aboutir à cela. Les camarades indiens ont, pour dire les choses simplement, choisi la facilité sur le plan idéologique en général, et dans les rapports internationaux en particulier.

Ils n'ont jamais été intéressés pour aller au fond des choses, considérant qu'ils avaient tout à fait mieux à faire. Il aurait donc été inconvenant et incompris d'exposer une critique publique, alors qu'ils étaient dans le feu de l'action ; la situation présente modifie tout cela et, malheureusement, elle était bien prévisible.

Cela ne doit pas préjuger de l'avenir, où forcément le maoïsme en Inde rectifiera le tir et saura surmonter cette crise majeure de l'été 2026. Nous encourageons à consulter les sites suivants :

**vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com**

Été 2026 : la crise majeure du Parti Communiste d'Inde (Maoïste)

Si on prend quelqu'un au hasard en Europe et qu'on lui parle de l'Inde, la première chose qui lui viendra sans doute en tête, ce sont les dieux hindous, notamment celui à la tête d'éléphant, Ganesha.

Rapidement viennent à l'esprit également les rues pleines de gens, les masses. Le côté enchanteur surgira également : il sera parlé du Taj Mahal, rappelant l'importance du cadre pour les Indiens, et là on pense aussi à la nourriture au restaurant : le joli et savoureux riz basmati, les différents pains comme le naan ou le chapati, les épices, les lentilles... De là, on aura à l'esprit le cinéma de Bollywood, avec notamment l'acteur Shah Rukh Khan, avec les films forts sentimentalement et teintés de chorégraphies.

Un littéraire parlera du Mahabharata et du Ramayana, un philosophe de la Bhagavat-Gita ; un musicien du style atmosphérique mentionnera les ragas, un amateur de spectacle soulignera la vigueur et la grâce du Bharatanatyam et du Kathakali. La figure de Gandhi est également incontournable ; dans une logique plus politique, on aura celle de Nehru. Il sera pensé au yoga et les couleurs du festival de Diwali viendront forcément à l'esprit également ; les amis des animaux accorderont une grande importance au jaïnisme et au rejet de la violence contre les êtres vivants.

Il existe ainsi mille portes d'entrée sur l'Inde et encore en existe-t-il mille autres ; l'Inde porte tellement de choses, a tellement porté de choses et en portera tellement qu'elle est incontournable. Sans doute lointaine, souvent mystérieuse et rarement connue vraiment, l'Inde est en tout cas appréciée. Il est ainsi très étonnant que, selon le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), l'Inde soit un pays fictif.

À ses yeux, l'Inde est une géographie, une administration, mais pas quelque chose de réel. Ce serait même un obstacle à la population, ou plus exactement aux populations qui vivent sur le territoire du gouvernement indien.



La nature de l'Inde comme civilisation : la position initiale du Parti Communiste d'Inde (Maoïste)

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) n'a, bien entendu, pas toujours pensé cela. Voici le premier point de son programme publié en 2004, où il parle de l'Inde comme d'une « chère patrie ».

« 1. Notre chère patrie, l'Inde, est l'un des pays les plus anciens, les plus vastes et les plus peuplés du monde, avec près de 1,05 milliard d'habitants. Notre pays est riche en ressources naturelles : main-d'œuvre, animaux, terres, eau, minéraux, forêts, etc.

L'Inde est un pays multinational, rassemblant des personnes de nationalités et de tribus diverses, à différents stades de leur développement, et de confessions religieuses variées. La grande majorité de la population dépend principalement de l'agriculture. C'est donc, par essence, un pays de paysans.

Les Indiens sont travailleurs et talentueux. L'Inde est aussi le berceau d'une des plus anciennes civilisations. En somme, notre pays et son peuple sont les héritiers d'une riche tradition révolutionnaire et d'un glorieux patrimoine culturel. »

Les mots employés au tout début reprennent directement le premier point du programme du Parti communiste d'Inde (Marxiste-Léniniste) fondé en 1970, dont le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) est le prolongement.

« 1. Notre cher pays est l'un des plus vastes et des plus anciens du monde, peuplé de 500 millions d'habitants. C'est un pays agricole, un pays de masses paysannes, travailleuses et talentueuses. Elles possèdent de riches traditions révolutionnaires et un glorieux patrimoine culturel. »

L'Inde est la patrie, qui est chère ; elle est multinationale et le niveau de développement n'est pas le même partout, mais on peut parler des « Indiens » ayant des caractéristiques bien précises et un héritage culturel historique, la dimension d'une civilisation.



La nature de l'Inde : la nouvelle position du Parti Communiste d'Inde (Maoïste)

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a donc fini par changer d'avis, et même de manière radicale. En 2021, dans un document intitulé « La question de la nationalité en Inde – la position de notre Parti », l'Inde est présentée comme une construction artificielle.

Historiquement, l'idée de l'Inde serait d'ailleurs le produit de marchands désireux de jouer un rôle « comprador », c'est-à-dire d'intermédiaires avec l'impérialisme, en l'occurrence britannique.

« Dès les débuts, les Parsis de Bombay, les Baniyas du Gujarat et les Marwaris du Rajasthan collaborèrent avec la Compagnie des Indes orientales, qui obtint un monopole en éliminant les marchands néerlandais et portugais du secteur commercial de notre pays et réalisa d'importants profits.

Ils percevaient une commission de deux pour cent sur chaque transaction commerciale des marchands britanniques. Ils pouvaient ainsi facilement devenir des compradores au service des impérialistes.

Dès le départ, ils incarnèrent l'idée de « nation indienne » dans le but d'exploiter l'ensemble du pays. Ainsi, ces communautés marchandes, qui jouèrent le rôle de compradores, ne représentaient pas les nationalités émergentes de ces régions, mais collaborèrent avec les impérialistes britanniques et jouèrent un rôle réactionnaire dans le mouvement d'indépendance du pays et dans le processus de développement des nationalités. »

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) reconnaît, en quelque sorte à demi-mot, que la volonté britannique de couper en deux administrativement le Bengale a provoqué des troubles et une conscience nationale indienne.

Néanmoins, il considère qu'en 1947, la bourgeoisie compradore prend le pouvoir, recevant les clefs d'une entité administrative « indienne » mise en place par l'Empire britannique dans le cadre de son colonialisme, sur les décombres de l'Empire moghol.

Le verrou constitutionnel indien empêcherait les expressions nationales

Selon le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), la constitution indienne mise en place à l'indépendance, en 1947, verrouille de manière unilatérale le découpage régional et le statut des différentes langues, au profit de la mise en avant d'une identité indienne abstraite, au service de la langue hindi et du brahmanisme (c'est-à-dire de l'hindouisme avec le clergé brahmane dans une position dominante), avec en toile de fond la domination de la bourgeoisie compradore.

Il existe par conséquent, aux yeux du Parti Communiste d'Inde (Maoïste), une contradiction qui se présente ainsi : d'un côté, il a la dynamique multinationale, de l'autre le régime centralisé utilisant « l'Inde » comme prétexte.



« Tout mouvement trouve son origine dans des raisons économiques, politiques, sociales et historiques. Les mouvements pour un État séparé partagent ces mêmes motivations. »

Dans le contexte indien, ces mouvements émergent comme le reflet des aspirations nationales, exacerbées par les inégalités régionales et les politiques anti-nationalités des gouvernements central et des États.

Par conséquent, les mouvements pour un État séparé doivent être considérés comme des mouvements démocratiques, s'inscrivant pleinement dans le débat sur la question nationale, et doivent être soutenus.

Notre parti doit collaborer avec le programme immédiat du mouvement pour un État séparé et le combiner au programme de la Nouvelle Révolution Démocratique et diriger les mouvements pour un État séparé. »

L'Inde existerait comme géographie et comme État mis en place par en haut ; au fond, il y a surtout différentes nationalités, pour ainsi dire différents pays.

L'élargissement de l'anti-centralisme aux tribaux

Comme le « verrou » constitutionnel indien bloque tous les développements nationaux réels, alors, selon le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), il est nécessaire de défendre non seulement les développements nationaux qui existent, mais aussi ceux qui pourraient exister.

La démarche s'étend donc aux tribaux, c'est-à-dire les peuples autochtones, les aborigènes. Ceux-ci ne forment pas des nations, même pas des nations opprimées en développement ; cependant, le droit national à l'auto-détermination doit leur être accordé.



« Nous devons construire des mouvements forts sous la direction de notre parti, revendiquant le droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités primitives et la formation de zones autonomes et d'États séparés, conformément à leurs aspirations démocratiques. »

Comme on le voit, la démarche ici assumée est celle d'un rejet de l'État central indien et d'une reconstitution, par en bas, de toute une mosaïque nationale, où chaque « république populaire » s'ajouterait, volontairement, à une grande Fédération.

L'argument de l'absence de langue commune

Le même document met en avant l'argument suivant, qui revient d'ailleurs fondamentalement en toile de fond : les situations sont très différentes un peu partout en Inde sur le plan du développement et, surtout, il n'y a pas de langue commune, ce qui implique qu'il n'existe pas de nation.

« L'Inde n'était pas un pays uniforme avant l'arrivée des Britanniques et, de même, il n'y a jamais eu de langue commune aux peuples avant ou après l'arrivée des Britanniques. »

Par conséquent, pour le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), la ligne linguistique de l'État central est révélatrice. D'une part, il reconnaît les langues suivantes : assamais, bengali, bodo, dogri, gujarati, hindi, Kannada, Kashmiri, monkani, maïthili, malayalam, manipuri, marathi, népalais, odiya, punjabi, sanskrit, santhali, sindhi, tamil, télougou et ourdou.

Mais ce faisant, il en oublie bien d'autres – en pratique, il existe en Inde 860 langues, parlées par des populations plus ou moins nombreuses. Qui plus est, l'État central revendique une langue officielle, le hindi, qui plus est écrite en devanagari (ce qui implique le rejet de l'alphabet arabo-persan, alors qu'historiquement le hindi et l'ourdou étaient une seule et même langue, appelée l'hindoustani).



Pour le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), il faut voir les choses ainsi en Inde : toutes les expressions démocratiques linguistiques sont brimées, à la fois par l'anglais dans le cadre de la mondialisation et par le hindi, langue de l'appareil d'État. Cette double oppression anti-démocratique forme un obstacle, à supprimer.

On a ici le véritable condensé de l'idéologie du Parti Communiste d'Inde (Maoïste).

Le parti du Congrès, le parti « indien »

Suivant cette logique, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) analyse les partis politiques gouvernementaux en fonction de leur rapport à la contradiction expressions démocratiques / État central.

Voici ce qu'il dit au sujet du parti du Congrès :

« Non seulement le Congrès, mais aussi les partis qui en sont issus n'approuveront pas le droit à la séparation et le droit à l'autodétermination des nationalités. Ils forment tous un seul et même ensemble.

Tous les partis bourgeois, y compris le Congrès, au service de l'impérialisme, s'opposent au développement des nationalités, des langues et des régions. Ils partagent tous la même attitude.

En réalité, les problèmes des nationalités découlent des politiques antidémocratiques et bureaucratiques du Congrès. Celles-ci incarnent le chauvinisme national bourgeois à sa tête. Ce chauvinisme s'exprime sous la forme de la nation indienne. »

Comme on le voit bien ici, l'idée de « nation indienne » est rejetée comme démarche par en haut ; le Congrès est, politiquement, le vecteur d'une telle idée.

Le BJP, le parti nationaliste « indien » vecteur du brahmanisme

On retrouve la même argumentation au sujet du BJP (Bharatiya Janata Party – Parti indien du peuple), le parti nationaliste qui utilise justement ce « concept » de nation indienne comme remède miracle à tous les problèmes. Il y aurait une politique indienne, une science indienne, une religion indienne, un art indien, etc. qui reposeraient sur l'hindouisme, avec les prêtres – les brahmanes – comme agents essentiels de l'ensemble : c'est la « hindutva ».

Le BJP est, historiquement, l'aile politique d'un parti fasciste fondé en 1925, la Rashtriya Swayamsevak Sangh (Organisation volontaire nationale). Voici ce qu'en dit le Parti Communiste d'Inde (Maoïste).

« Le BJP propage l'idée que la nation indienne s'est formée sur la base de la langue hindi, de la religion hindoue et de la culture hindoue brahmanique. C'est la position des fondamentalistes hindous brahmaniques. Le BJP est le parti parlementaire formé pour œuvrer dans la sphère politique afin de réaliser les objectifs du RSS.

Le BJP a une position claire concernant le Cachemire. Toutes les forces œuvrant pour l'agenda hindutva considèrent l'article 370 comme un obstacle au sentiment national et à la formation de l'État-nation indien. Elles présentent le problème du Cachemire comme un conflit hindou-musulman et des émeutes orchestrées par le Pakistan.

Elles déclarent ouvertement que ceux qui ne disent pas « Bharat Maata ki jai » (Gloire à la mère Inde) et « Vandemataram » (Je te salue, mère) devraient quitter le pays pour le Pakistan.

Elles travaillent à la formation d'une « nouvelle Inde » en proclamant « Ek Bharat, Sresht Bharat » (une seule Inde, la meilleure Inde). La « taxe sur les biens et services » qu'ils ont instaurée, en criant « une nation, une taxe », bafoue les intérêts des États (nationalités).

Ils ont lancé le débat sur la tenue d'élections simultanées au niveau central et étatique, en proclamant « une nation, un scrutin ». Les initiatives « Sagarmala », « Bharatmala », « un pays, une théorie, un leader » et autres, semblables, relèvent du fascisme hindouiste brahmanique. Ils hindouisent de nombreuses villes, des lieux importants et les noms des institutions populaires du pays. »

L'idée indienne, un vecteur réactionnaire selon le Parti Communiste d'Inde (Maoïste)

Toujours dans le même document, on a cette définition claire de « l'Inde » comme idée réactionnaire.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) considère l'Inde comme une prison des peuples avec à sa tête des usurpateurs utilisant une idéologie « unitaire », une sorte d'équivalent de l'Empire des Habsbourg ou de l'Empire ottoman.

« Afin de mener efficacement la lutte pour les nationalités en Inde, nous devons tout d'abord montrer sans cesse le fait que l'idée de « nation indienne », créée par les classes dirigeantes exploiteuses de l'Inde et leurs partis politiques, le Congrès et le BJP, ainsi que les partis révisionnistes, le CPI et le CPI (M), est fausse et conspiratrice, et qu'il s'agit d'une théorie justifiant la répression des nationalités indiennes.

Nous devons également dénoncer la théorie erronée selon laquelle la bourgeoisie du Nord serait la grande bourgeoisie indienne.

Nous devons propager et informer les nationalités opprimées du fait que la grande bourgeoisie compradore indienne s'est développée à partir des grandes classes commerçantes de toutes les régions du pays, ainsi que des Banias gujaratis, des commerçants marwaris et des classes d'affaires parsis ; qu'elle a pris le pouvoir lors du transfert de pouvoir de 1947 ; qu'elle s'est développée en tant que grande bourgeoisie bureaucratique compradore de l'Inde ; et qu'elle est l'ennemie commune de toutes les nationalités opprimées de l'Inde. »

Pour résumer, en 1947, tous les compradors du pays se sont unifiés comme bourgeoisie gestionnaire d'une nation artificielle, vantant cette nation pour maintenir leurs intérêts.

Bourgeoisie compradore ou bourgeoisie bureaucratique ?

Le numéro 14 de *Communisme*, publié en juillet 2021, s'intitule « Y a-t-il une différence entre la bourgeoisie bureaucratique et la bourgeoisie compradore? Comment le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) propose une définition erronée ».

C'est un article important pour comprendre l'erreur qu'on trouve ici chez le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), pour qui est au pouvoir en Inde une bourgeoisie simplement compradore uniquement parasitaire, et non pas une bourgeoisie bureaucratique solidement ancrée et en développement.

Pour faire simple, il y a deux manières de voir la décolonisation, à condition bien sûr qu'on comprenne qu'elle n'a pas du tout été réelle dans les faits.

Soit on considère que les clefs du pouvoir ont été remises aux marchands et aux commerçants locaux, ainsi qu'aux propriétaires terriens, à qui on a dit somme toute de ne rien changer. L'indépendance est formelle, le pays reste dépendant de l'impérialisme, mais ce sont désormais des « locaux » qui gèrent le quotidien.

Soit on considère qu'il y a eu une synthèse progressive entre les marchands, les commerçants, les propriétaires terriens, que cela forme une bourgeoisie bureaucratique ayant les commandes de l'État, quelque chose qui se rapproche de l'URSS et des pays de l'Est de l'Europe des années 1960-1980.

Dans le premier cas, les nouveaux gestionnaires font avec les moyens du bord, dans une situation fondamentalement instable où tout est bricolé ; ils sont perpétuellement sur la brèche pour maintenir le régime, tels des administrateurs finalement corrompus par l'impérialisme.



Dans le second cas, la bourgeoisie bureaucratique s'appuie sur un développement qui est propre aux conditions nationales, avec un capitalisme bureaucratique qui étend ses ramifications, jusqu'au capitalisme monopoliste d'État.

Il ne s'agit pas du tout de remettre en cause la nature capitaliste bureaucratique de l'Inde, pays où les 10 % les plus riches disposent de 55 % des revenus nationaux, où 90 % des gens travaillent dans le secteur informel.

Cependant, même un capitalisme bureaucratique peut se développer : le PIB indien était de 296 milliards de dollars en 1989, désormais il frise les 4 000 milliards de dollars !

On n'est pas dans une situation où une bourgeoisie compradore manœuvre comme elle peut ; on a affaire à un capitalisme bureaucratique qui connaît un développement relativement indépendant de l'impérialisme.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) considère, somme toute, l'Inde comme étant dans une situation de dépendance néo-coloniale sous l'égide d'une bourgeoisie compradore qui force les choses ; il n'a pas compris la dialectique entre le semi-féodalisme et le semi-colonialisme, qui produit le capitalisme bureaucratique.

La faiblesse de la bourgeoisie compradore et la vigueur de la bourgeoisie bureaucratique

Ainsi, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) considère qu'en Inde, c'est une bourgeoisie compradore qui est au pouvoir. Il réfute, par conséquent, qu'il y ait une dynamique interne à l'Inde : dans la mesure où le régime n'est qu'un gestionnaire d'un rapport de dépendance du pays à l'impérialisme, c'est de ce dernier dont tout dépend.

Or, il y a ici quelque chose de décisif : le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a une lecture en décalage avec les événements sur le plan des forces productives. En effet, il a comme vision du monde que le capitalisme mondial est en crise depuis les années 1970, et de manière accentuée depuis 2008.

Voici par exemple ce que dit la *Commission Militaire Centrale* du Parti Communiste d'Inde (Maoïste), en novembre 2025, à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de l'Armée-Guérilla de Libération Populaire :

« Depuis 1973, pour surmonter la crise fondamentale, l'impérialisme a imposé la mondialisation impérialiste. Cependant, la crise économique mondiale de 2008 a démontré l'échec de cette mondialisation impérialiste. Cette crise n'est toujours pas résolue.

Toutes les politiques économiques, politiques, militaires et culturelles mises en œuvre par les pays impérialistes et les pays en développement qui les suivent, ou sont contraints de les suivre, pour surmonter cette crise, ont lamentablement échoué ou sont en passe d'échouer.

Afin de mettre en œuvre les politiques associées à la mondialisation impérialiste, des partis d'extrême droite, racistes et fascistes sont arrivés au pouvoir dans de nombreux pays à travers le monde. »

Cela donne l'interprétation suivante, juste en soi mais totalement fausse si unilatérale : les gouvernements indiens peuvent se suivre comme ils veulent, au fond cela ne change absolument rien ; ce sont simplement (et donc ici « uniquement ») des marionnettes, dont le rôle est de stabiliser la situation et de maintenir la dimension « néo-coloniale » de l'Inde.

On comprend la dramatique erreur qui en découle. De ce point de vue, l'accès des ultra-nationalistes du BJP au pouvoir en Inde était l'expression d'une faiblesse, car le pays relève par nature d'une administration artificielle, avec des dirigeants des parasites passifs, une situation explosive en général.



Or, en réalité, l'Inde a considérablement changé depuis la vague immense de croissance capitaliste mondiale de la période 1989-2020, et elle existe en tant que nation avec une vraie cohérence. Le nationalisme du BJP n'est pas une simple aventure idéologique, mais le fruit de l'expansion du capitalisme bureaucratique indien.

Cela change tout. Le BJP est l'expression du développement de ce capitalisme bureaucratique, dans un sens expansionniste ; il exprime une vigueur, pas une faiblesse. L'État central, présenté comme si faible et aux contours incertains par le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), s'est donc révélé à la fois puissant et en pleine dynamique – de là vient la crise de l'été 2026.

L'annonce triomphale du gouvernement indien

Plusieurs déclarations de la part de l'État central indien ont émaillé l'été 2026, systématisant une affirmation maintes fois répétée depuis plusieurs mois : le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a été mis en déroute. La déclaration faite à la chambre haute du parlement indien par Nityanand Rai, ministre des Affaires intérieures de l'Inde, le 29 juillet 2026, est tout à fait emblématique.

« Après près de six décennies de violence, le pays s'est libéré de l'extrémisme de gauche, autrefois considéré comme l'une des plus grandes menaces pour sa sécurité intérieure.

Ce résultat a été obtenu grâce à la mise en œuvre résolue de la « Politique et du Plan d'action nationaux de lutte contre l'extrémisme de gauche » de 2015 et aux efforts coordonnés des gouvernements central et des États.

Actuellement, aucun district n'est classé comme touché par l'extrémisme de gauche.

Le nombre de districts touchés par le naxalisme a diminué, passant de 126 à 90 en avril 2018, à 70 en juillet 2021, à 38 en avril 2024, à 8 en décembre 2025 et à zéro en mars/avril 2026.

À l'heure actuelle, 37 districts sont classés comme districts « historiques et prioritaires », c'est-à-dire qu'ils ne sont plus touchés par l'extrémisme de gauche, mais un soutien continu en matière de sécurité et de développement est nécessaire pendant quelque temps pour consolider cette situation.

Un district a été classé « district préoccupant » ; les activités violentes de l'extrémisme de gauche y ont été totalement maîtrisées et sa structure organisationnelle entièrement démantelée.

Bien que ces districts soient désormais exempts d'extrémisme de gauche, la surveillance sécuritaire et les interventions en matière de développement doivent se poursuivre pendant un certain temps afin de prévenir toute rechute. »

La vague de répression touchant le Parti Communiste d'Inde (Maoïste)

Cette annonce fait directement suite à l'arrestation, dans l'État du Jharkhand, de Misir Besra, âgé de 65 ans et clandestin depuis 1989, considéré comme le dernier membre du Bureau Politique du Parti Communiste d'Inde (Maoïste) encore en liberté.

Le gouvernement indien considère qu'il a démantelé par ailleurs tout le Comité Central également.

Le gouvernement indien n'a eu de cesse de revendiquer ces dernières années le fait de porter des coups très durs contre les maoïstes, traditionnellement surnommés « naxals » ou « naxalites », en référence à la grande révolte paysanne de Naxalbari.



En juin 2025, il a notamment été annoncé la mort du secrétaire général du Parti Communiste d'Inde (Maoïste), Nambala Keshava Rao dit Basavaraju.

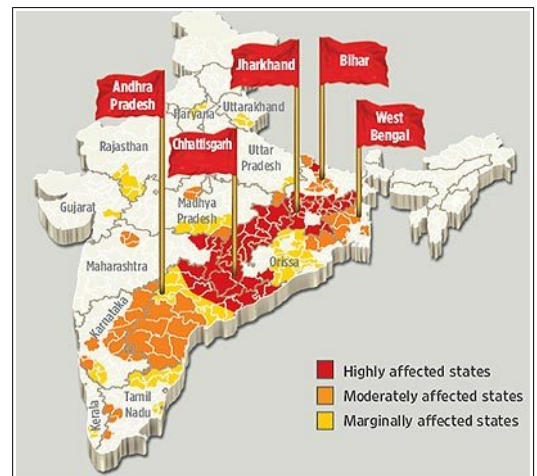
En octobre 2025, il a été présenté les données suivantes pour les trois années précédentes : 4 839 « naxals » se sont rendus, 2 218 ont été arrêtés, 706 tués dans des affrontements. On remarquera que les défenseurs des droits humains dénoncent régulièrement des exécutions sommaires de la police et de l'armée maquillées en affrontements.

En mars 2026, le gouvernement indien avait déjà annoncé avoir écrasé les unités armées du Parti Communiste d'Inde (Maoïste). L'annonce du 29 juillet est le point culminant de tout un processus, parallèle à l'effondrement du « couloir rouge ».

Le démantèlement du « couloir rouge »

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) est né en 2004 de l'unification de deux organisations qui elles-mêmes sont nées de diverses unifications, chacune portant cependant une tradition bien spécifique, remontant aux années 1970 : le Centre Communiste Maoïste d'Inde (MCCI) et le Parti Communiste d'Inde (Marxiste-Léniniste) – Guerre populaire.

Le rassemblement des forces a permis la mise en place d'un « couloir rouge », à travers le centre, l'est et le sud-est de l'Inde, qui englobe des zones rurales isolées, souvent montagneuses ou recouvertes d'épaisses forêts, sur 180 districts. On parle ici d'une zone où vivent entre 70 et 100 millions de personnes, avec comme États concernés dans des proportions très différentes ceux du Bihar, du Jharkhand, du Madhya Pradesh, du Maharashtra, de l'Orissa, de l'Uttar Pradesh.



Il faut ajouter à cette liste le Bengale-Occidental, qui est le lieu historique du maoïsme dans les années 1960, ainsi que l'Andhra Pradesh et du Telangana, le lieu historique du maoïsme dans les années 1980. Il faut également ajouter surtout le Chhattisgarh, le noyau dur du « couloir rouge ».

Ce noyau dur était tout ce qui restait à la fin, dans un long processus de désagrégation. Le nombre de districts touchés par les activités militaires du Parti Communiste d'Inde (Maoïste), selon l'État central indien, est de 126 en 2014, 90 en 2018, 70 en 2021, 38 en 2024, 8 en 2025, 0 en juillet 2026.

Les « opérations » menées par le gouvernement indien

Le gouvernement indien a procédé de deux manières pour réussir dans sa répression. La première a consisté en des opérations coups de poing. L'une des plus connues, car obtenant des résultats majeurs, est l'Opération « Kagaar », qui s'est étalée de janvier 2024 à mars 2026.

Mais il y a également l'opération « Black Forest » au printemps 2025, visant les collines de Karreguttalu, une zone forestière dense située à la frontière entre les États du Chhattisgarh et du Telangana.

L'opération « Octopus » était, quant à elle, portée par les services secrets en 2022, frappant réseaux de financement et de soutien logistique à travers 15 États. La même année furent ratissées des forêts au Jharkhand dans l'opération « Double bull », la frontière entre le Jharkhand et le Chhattisgarh dans l'opération « Thunderstorm », des forêts du Bihar dans l'opération « Bhimbarg » et l'opération « Chakrabandha ».

La chose est facile à comprendre. Les « naxals » se basaient sur une jungle dense et un relief accidenté. La police et l'armée ont alors commencé à utiliser les drones. On ne parle pas ici seulement de drones importants tournant en rond pendant des heures ; il y a eu également l'utilisation de petits drones décollant comme un hélicoptère, ce qui permettait d'agir directement au cœur d'un terrain très difficile.

Bien entendu, l'imagerie thermique et les capteurs infrarouges jouent ici un rôle décisif ; l'intelligence artificielle en expansion a également aidé, par exemple pour repérer la terre récemment retournée, où pourrait se cacher une mine artisanale, une approche couramment employée par les « naxals ».



Cet aspect de progrès technologique a également été très important pour l'analyse scientifique des données mobiles, les radars à pénétration de feuillage, les systèmes de navigation par satellite NAVIC pour guider les troupes au sol.

Si on ajoute la surveillance satellitaire permanente, on comprend qu'une guérilla en forêt fait face à un ennemi extrêmement redoutable. Néanmoins, dans une guerre populaire telle que menée par le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), c'est le facteur humain qui est décisif et tous ces avantages techniques ne sauraient être décisifs. Pourquoi l'ont-ils pourtant été ?

Le passage de la révolution agraire à l'anti-centralisme fondé sur les tribaux

En ne considérant pas l'Inde comme une nation, en ne prenant pas en compte l'expansion économique, en ne comprenant pas l'agressivité du BJP, en ne comprenant pas la vigueur du capitalisme bureaucratique (et non pas « comprador »), le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) n'a pas été en mesure de prendre en considération ce qui arrivait.

Cependant, quand les faits se sont imposés, pourquoi n'a-t-il pas procédé à une rectification ?

C'est que le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) avait pensé avoir trouvé la clef. Dans sa vision des choses, puisque l'État central indien maintient fictivement l'unité nationale, alors il suffit de s'appuyer sur les plus opprimés pour renverser le rapport de force.

Les peuples tribaux, autochtones (ou aborigènes), dans la vision du monde du Parti Communiste d'Inde (Maoïste), ne consistent pas en des gens vivant à la marge d'une Inde en développement. Ce seraient les plus grands opprimés d'un système parasitaire à grande échelle, construit artificiellement, maintenu artificiellement.

Les peuples tribaux, en se soulevant, déchireraient donc le voile idéologique de la « nation indienne » et apportent des forces à une révolte générale qui, somme toute, est de caractère national.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a abandonné le principe de la révolution agraire pour la révolution des paysans revendiquant des nations, poussée par la dynamique des aborigènes marginalisés revendiquant leurs droits et faisant vaciller l'État central.



Les autochtones ne sont pas une classe

Il existe de nombreuses populations autochtones de par le monde. Certaines tribus au Brésil vivent comme chasseurs-cueilleurs et n'ont pas de contact avec le monde moderne ; le film *La Forêt d'émeraude* de 1985 relate de manière intéressante cette contradiction. Dans d'autres cas, comme en Australie, les aborigènes ont été intégrés de force tout en conservant de nombreux traits spécifiques, en perdant leur nature tribale.

Il y a le cas où les autochtones vivent comme communautés en parallèle de la société, tout en y étant intégrés tout de même, comme dans certaines parties du Mexique. En Birmanie, les peuples autochtones forment autour de 30 % de la population et depuis 2021 l'État central recule militairement devant leurs armées, ne conservant plus qu'un 1/5 du territoire.

Bref, il existe de très nombreuses situations différentes pour les autochtones, depuis les Mapuches au Chili jusqu'aux *adivasis* indiens, les aborigènes qui constituent autour de 8,6 % de la population. Néanmoins, cela ne change rien aux lois de l'Histoire.

Et lorsqu'on dit que l'histoire est l'histoire de la lutte des classes, cela s'associe au principe du développement de l'humanité à travers des modes de production.

Les autochtones, *adivasis*, aborigènes forment-ils une classe ? Absolument pas. Ils consistent en des regroupements humains à des stades de développement particulièrement arriérés. Cela en fait justement l'intérêt du point de vue matérialiste dialectique : s'ils sont loin de la sortie communiste, ils sont néanmoins proches de l'entrée dans l'histoire, du communisme primitif qui précède l'apparition des classes.

Dans leur rapport à la Nature, ils sont ainsi souvent plus proches du Communisme que les gens des pays capitalistes, justement parce qu'ils sont encore proches du communisme primitif. Leur retard les place, dialectiquement, plus proche de l'avancée.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) n'a pas, toutefois, une telle vision ; sa défense des peuples tribaux repose sur une lecture ultra-démocratique en opposition à l'État central indien. Il ne s'intéresse pas à la contribution des *adivasis* à l'avancée vers le Communisme ; il affirme leur droit à l'auto-détermination et leur existence en confrontation avec l'État central.



De là vient le passage du centre de gravité au Chhattisgarh.

Le Chhattisgarh, une zone à l'écart avec une population à l'écart

Le Chhattisgarh est un État indien d'une taille immense : avec 135 191 km², c'est 4,5 fois la Belgique ou le quart de la France. En 2010, il y avait 25 millions d'habitants, dont un tiers consistait justement en des aborigènes, les « *adivasis* ».

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) y a porté toute son attention et c'est dans la partie sud que ses actions se développaient librement, dans la région de Bastar (qui comprend des districts comme Dantewada, Bijapur, Narayanpur et Sukma). En surface, c'est l'équivalent de la Suisse, soit un peu plus grand que la Belgique.

En termes de population, on compte – toujours en 2010 - 2,5 millions de personnes.

Au niveau du développement, il n'y a alors ni électricité, ni eau courante. Les gens vivent en tribus, pratiquant l'autosubsistance, avec des lampes à huile ou à kérosène pour s'éclairer, des puits pour l'eau. Les maisons sont en boue, en bois et en chaume ; on vit du riz, du millet, de la cueillette. Il n'y a pas internet, ni la télévision, etc.

On parle les langues tribales ; on vit au rythme des coutumes. Sur le plan religieux, il y a une influence de l'hindouisme, mais cela reste diffus ; on est dans l'animisme et il n'y a pas de prêtres brahmanes, plus des sortes de chamanes.

Zone libérée : de quoi est-elle le vecteur ?

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a mis en place, dans des centaines de villages, des Comités populaires révolutionnaires ; la zone clef est le Dandakaranya, composé de forêts denses débordant le Chhattisgarh sur l'ouest de l'Odisha, le nord de l'Andhra Pradesh, une partie du Maharashtra et du Telangana.

Est instauré alors un « Janatana Sarkar », un pouvoir populaire, qui s'occupe des finances, de l'éducation, de la culture, de la santé, etc. ; le même processus s'est déroulé, de moindre ampleur, plus au nord du pays, dans des régions reliant le Bihar au Jharkand, avec des Comités Krantikari Kisan (révolutionnaires paysans).



Mais que découle-t-il de la démarche générale ? C'est que, même si la révolution agraire est bien entendu une composante essentielle du pouvoir populaire mis en place, ce qui ressort avant tout est le pouvoir local, l'auto-détermination.

D'ailleurs, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a mis en avant, avant toute chose, qu'il contribuait à l'impulsion d'un développement local, contrarié jusqu'à présent par l'État central.

C'est là que tout s'est joué. En effet, une révolution agraire comme programme révolutionnaire indien, de nature démocratique et populaire, a une envergure historique en Inde.

Ce n'est pas le cas de l'auto-développement indépendant à petite échelle, qui a ramené le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) à jouer finalement le même rôle que l'EZLN au Chiapas au Mexique.

Les choses ont forcément été perçues comme cela en Inde, et ce d'autant plus dans une civilisation qui est née en rejetant systématiquement le « monde des forêts » comme barbare. Tout l'hindouisme est traversé d'une méfiance fondamentale pour ces zones séparées du reste, étrangères à la culture dominante, à la religion dominante.

La fameuse épopée du Ramayana raconte comment l'ensemble de l'Inde passe sous la coupe de l'hindouisme une fois que les démons cachés dans les forêts sont pourchassés et que leur chef, ayant comme base l'île de Lanka, est vaincu. Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a pratiquement développé une stratégie à l'inverse.

C'est là que réside l'erreur ayant provoqué le désastre sur le plan militaire.

Militarisation, intégration et corruption des adivasis, politique de reddition

Il ne suffisait pas à la police et à l'armée indiennes de disposer de matériel permettant le repérage de la guérilla. Il leur fallait être en mesure de posséder des agents à l'intérieur. Comme l'avait expliqué Staline, « les meilleures forteresses se prennent de l'intérieur » et le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a payé très cher son incompréhension de la nature sociale des adivasis et sa stratégie consistant en une sorte d'anti-Ramayana.

Qu'a fait, en effet, le gouvernement indien ? Depuis 2014, il a construit plus de 12 000 kilomètres de route, installé plus de 9 600 antennes-relais téléphoniques, permettant à 96 % des villages d'en profiter. Il a mis en place 1 804 succursales bancaires, 1 321 machines de retraits d'argent, plus de 74 000 correspondants bancaires, ainsi qu'élargi l'accès financier auprès de 6 025 bureaux de poste. Il a ouvert 259 internats pour les études, ouverts à 80 000 jeunes tribaux, ainsi qu'aux femmes.

Cette politique a été appelée *Vishwaas* (restaurer la confiance en l'État), *Nirman* (construire des infrastructures), *Jan Kalyan* (le bien-être du peuple). C'est une approche classique combinant corporatisme et... répression.

Il y avait 66 postes de police fortifiés avant 2014, 597 ensuite. Ces sept dernières années, 408 bases des forces spéciales de la police, les CAPE, ont été construites. 68 zones d'atterrissage d'hélicoptères opérationnelles la nuit ont été mises en place. 400 véhicules de transport résistants aux mines ont été remis aux forces de

sécurité. Les hôpitaux se sont vus dans l'obligation de disposer d'un personnel spécial pour s'occuper des blessés policiers et militaires.

Pour permettre le lien entre le corporatisme et la répression, une vaste entreprise de corruption a été développée. La reddition de tout maoïste s'accompagne d'une assistance financière : un cadre maoïste reçoit au bout de trois ans, s'il se rend avec ses armes, 500 000 roupies, soit un peu plus de 4 500 euros, et un militant reçoit moitié moins.

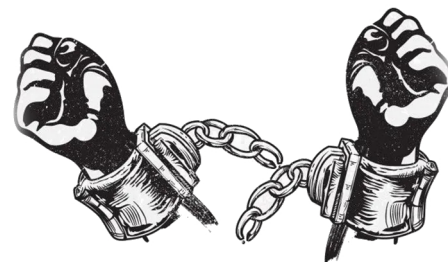
Ce n'est pas tout : il y a également une aide financière mensuelle (de 10 000 roupies par mois pendant trois ans), ainsi que la mise à disposition d'un logement, d'une formation obligatoire de trois ans (dans la mécanique, l'artisanat, l'agriculture moderne) et d'ouverture à l'emploi, à quoi s'ajoutent des micro-crédits à taux zéro et éventuellement la remise de terres.

Il faut encore ajouter la gratuité de la scolarisation et de la couverture santé pour les enfants, et naturellement les poursuites sont évidemment allégées et abandonnées, sauf « crime » majeur.

3 927 naxals se sont rendus, selon le gouvernement indien, entre le début de l'année 2024 et mars 2026. Ce sont des renégats qui ont permis aux forces de répression de se repérer dans les zones où était présente la guérilla, indiquant les caches d'armes, aidant à encercler les combattants.

Il serait faux de résumer tout cela à des trahisons individuelles, à des capitulations personnelles. Le problème de fond, c'est que les adivasis ne sont pas une classe, qu'il n'existe pas de révolution portée par les adivasis.

En réalité, l'héroïsme appartient à la classe ouvrière et une révolution paysanne dirigée par la classe ouvrière porte une dimension de masse, car cela relève du processus historique de la lutte des classes.



Socialement, les adivasis sont comme des immigrés dans un pays d'arrivage : ils sont surexploités, opprimés ; collectivement, ils soutiennent la cause de la justice... mais individuellement, ils rêvent de progresser, voire de faire carrière, et ne se considèrent nullement comme redevables de quoi que ce soit à leur couche sociale aux contours informels.

La dimension communautaire relativise cet individualisme, mais inversement la pénétration inévitable du capitalisme forme une contre-tendance.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a ici été amené à faire une faute d'économie politique, parce que son pragmatisme l'a amené à utiliser les adivasis comme ressort de la révolution agraire, sans voir qu'une telle démarche modifiait fondamentalement la matrice et la dénaturait.

Négation de la négation et question du parcours national indien

Le concept de négation de la négation a été mis en avant lors de l'affirmation du marxisme ; par la suite, Mao Zedong l'a mis de côté, considérant que, de toute façon, il y avait un flux ininterrompu de négations, et donc que le processus ne s'arrêtait pas : il y a la négation de la négation de la négation, etc.

On a ici une question très importante, car elle concerne la perception de l'histoire de l'Inde. Ce que dit le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) dans sa démarche, ce n'est pas que l'Inde est une nation non terminée, ou mal faite, pas finalisée, non aboutie, etc. Il considère que c'est avant tout une superstructure bloquant le développement de la base réelle.

Autrement dit, l'Inde comme concept et réalité étatique est une négation, et la révolution de nouvelle démocratie proposée est la négation de la négation. Au-delà de toutes les questions idéologiques qui se posent, il est évident que c'est à ce niveau qu'une discussion intellectuelle, culturelle, portant sur l'Histoire, peut être productive.



En effet, il est tout à fait possible d'avoir une vision différente des choses et de considérer que l'hindouisme relève historiquement d'un élan civilisationnel qui a unifié des masses à grandes échelle, faisant progresser le développement en général, avant de s'enliser et de se retourner en son contraire.

Pour dire les choses directement : l'Inde a produit des choses très bonnes et nous préférierions en discuter avec les camarades indiens, plutôt que de constater telle ou telle autre chose. Le rapport aux animaux notamment, posé par le jaïnisme, le bouddhisme et l'hindouisme dans une logique de compassion, nous semble essentiel et il est plus que regrettable que le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) n'ait jamais abordé la question.

Parler d'une telle chose, entre autres, permettrait d'approfondir la compréhension des choses, du mouvement historique en Inde et ailleurs ; grâce à cela, on éviterait d'aboutir à des jugements de valeurs qui soient unilatéraux et il faut bien dire que,

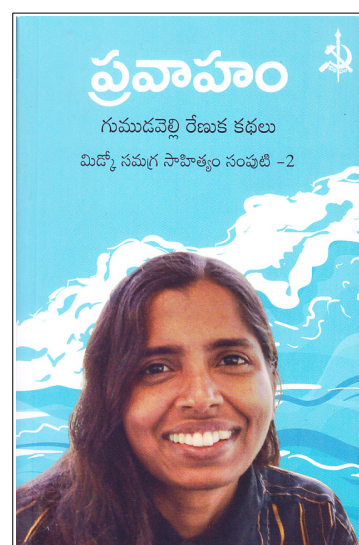
malheureusement, en réduisant l'Inde à une simple prison établie artificiellement, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a clairement bloqué les perspectives sur le plan du contenu historique réel.

Un mauvais positionnement qui a comme source une raison pratique...

Il faut maintenant justement se tourner vers la raison de fond ayant amené le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) à adopter une ligne où les adivasis serviraient de « détonateur » d'une révolution anti-État central. C'est, en effet, qu'il y a tout un processus sous-jacent à cela et il faut ici revenir en arrière de plusieurs décennies.

Historiquement, lorsque se fonde en 1969 le Parti Communiste d'Inde (Marxiste-Léniniste) avec à sa tête Charu Mazumdar, sa ligne est celle de l'exécution sélective. Cela veut dire que la révolution agraire passe par la définition de cibles précises considérées comme verrouillant des rapports de force. Cela fut prétexte à une hyperactivité, avec notamment un engagement massif de la jeunesse au Bengale-Occidental.

Le Parti Communiste d'Inde (Marxiste-Léniniste) ne tint toutefois pas le choc ; Charu Mazumdar fut tué en 1972 et le mouvement s'éparpilla en différentes factions. Le principe de lutte armée était toutefois acquis stratégiquement ; qui plus est, s'était parallèlement formé un Centre Communiste Maoïste, avec Kanai Chatterjee, qui lui aussi menait des actions de guérilla dans la perspective de la révolution agraire.



Cependant, devant l'exigence d'être en mesure de maintenir des groupes armés, tant par principe que pour bien se distinguer des factions tournant révisionnistes, les organisations favorables à la guerre populaire commencèrent à tendre à choisir de s'établir dans les zones les plus reculées, les plus inaccessibles, car techniquement faciles à défendre.

C'est d'autant plus vrai que, dans les années 1980-1990, l'Inde est un pays du tiers-monde dont le développement est profondément incohérent, avec des forces de répression œuvrant de manière artisanale et une absence de réelle centralisation politique en raison du capitalisme bureaucratique et de sa corruption.

La démarche réussit : la lutte armée se maintint. Cependant, cela s'accompagna d'un style bien déterminé, d'orientation pratique tendant au pragmatisme.

... mais qui tient également d'une déviation pragmatique-machiavélique

Lorsque dans les années 1980 et au début des années 1990, le Parti Communiste du Pérou mentionne l'Inde à travers le Mouvement Populaire Pérou qui s'occupe des affaires internationales, il parle de « lutte armée » en Inde, pas de « guerre populaire ». Il en allait de même pour la Turquie, par ailleurs. Pour les camarades péruviens, la démarche indienne était « techniciste », avec une obsession technique sur le fait d'être en mesure de porter des coups.

Un exemple frappant tient aux propos suivants d'Abhay, porte-parole du Parti Communiste d'Inde (Maoïste), lors d'une interview en novembre 2001.

« Au cours des vingt dernières années, 2 958 membres des forces armées de l'État indien ont été éliminés et 3 507 blessés. Par ailleurs, 3 208 armes modernes de divers types ainsi que 152 899 cartouches de munitions ont été saisies sur l'ennemi. »

Le fait de donner le nombre de cartouches à l'unité près est révélateur de toute une attitude. Et elle a été lourde de conséquences, dans le principe : dans les années 1980, les deux factions « naxales » principales en sont venues à s'affronter militairement, alors que sur le plan idéologique, il y a eu un énorme retard à l'allumage dans la reconnaissance du maoïsme comme troisième étape après le marxisme et le léninisme.

Sur le plan international, la seule organisation qui retenait l'attention du PCI (ML) Guerre populaire et du MCC a d'ailleurs été le Parti Communiste des Philippines, dont la démarche pragmatique était la même ; ces trois organisations produisirent même, de manière éphémère, une revue, *Vanguard*, qui se voulait plus une somme d'expériences qu'autre chose et dont le dernier participant, le TKP/ML de Turquie, était justement dénoncé comme « pragmatique-machiavélique » par le TKP(ML).

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) n'a ainsi eu aucun problème à trouver une voie de discussion avec les Tigres tamouls du Sri Lanka ou le Front de Libération Unifié de l'Assam agissant aux confins de l'Inde, en raison du côté pratique, alors que la connexion internationale avec le maoïsme était fragile dans ses fondements, au point qu'il y a eu un mal fou à dénoncer, et encore à la fois tardivement et diplomatiquement, le révisionnisme du Parti Communiste du Népal (maoïste) qui a abandonné la guerre populaire en 2006.

Cette orientation, outre sa propre nature, a bien entendu une répercussion sur les mentalités et ici le subjectivisme est indiscutable comme phénomène.

Le recours au subjectivisme

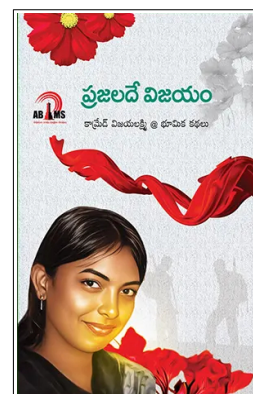
Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste), afin de compenser la mise de côté de la révolution agraire, a professé un subjectivisme sans pareil et pratiquement sans limites. Une manifestation traditionnelle en France le 23 mars 2023, avec donc des heurts sans aucune gravité et de nombreux gens présents sans pour autant que cela soit marquant, est présentée comme un « mouvement ouvrier militant » dont le monde entier aurait été témoin.

En 2007, à l'occasion de son congrès, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) parle d'une situation présente caractérisée par « la vie des masses du pays déjà appauvries à une échelle inouïe dans l'Inde post-1947 » ; le premier mai 2018, il est parlé d'une situation caractérisée par la plus grave crise économique depuis la « Grande Dépression » des années 1930 » - on est ici avant la pandémie de 2020, avant le conflit armé en Ukraine commencé en 2022.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a également salué le Hamas pour son attaque du 7 octobre 2023 et en général interprète le fondamentalisme musulman comme une expression « anti-impérialiste ». Tout ce subjectivisme est le sous-produit du combat « anti-centraliste », où l'impérialisme est présenté comme un frein, un obstacle, une barrière.

Une erreur a également été de « s'ouvrir » finalement à l'internationale, de manière pragmatique bien entendu. Il y a eu la mise en place en 2010 d'un Comité international de soutien à la guerre populaire en Inde, qui n'a jamais apporté quoi que ce soit au niveau de la compréhension de l'Inde et donc de ses luttes, alors qu'à partir de 2014, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a commencé à signer les déclarations du premier mai avec le bloc clairement droitier autour du Parti Communiste Maoïste d'Italie.

Mais ce subjectivisme a eu un prix : si le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a peut-être espéré un travail auprès des opinions publiques, le seul résultat de cette « ouverture » a été quelques personnes se rassemblant parfois avec des drapeaux rouges devant des ambassades ou des consulats indiens dans certaines villes occidentales. Naturellement, en même temps, ces gens diffusaient « basic course » sur le Marxisme-Léninisme-Maoïsme du Parti Communiste d'Inde (Maoïste) en cherchant à s'arroger son prestige.



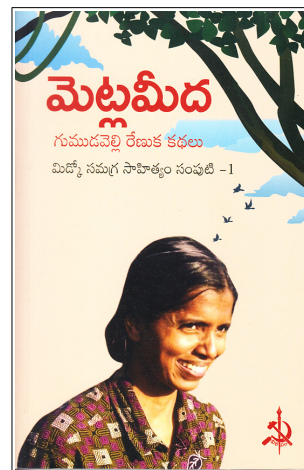
On est ici dans une manière subjectiviste de forcer les choses, ce qui correspond à l'abandon d'une lutte de classe dans un mode de production donné,

au profit d'une lutte ayant la forme apparente d'une lutte de classe contre un système oppresseur.

Un Parti Communiste agit dans un cadre national

Tout cela, cependant, rejoint la question simple qui est de savoir ce que veut le Parti Communiste d'Inde (Maoïste). S'il veut faire la révolution en Inde, il doit reconnaître l'Inde ; s'il ne la reconnaît pas, alors il doit laisser la place aux Partis Communistes des nations la composant.

Les classes se développent, en effet, dans un cadre national. Elles n'existent qu'en rapport avec un mode de production. Même en admettant que le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) ait raison sur le caractère non national de l'Inde, se fonder sur les adivasis reviendrait à « trouver » une voie transnationale pour unifier des nations et des nationalités contre un État central, ce qui est erroné.



Et même s'il avait raison sur le caractère artificiel de l'État indien, il s'aveugle devant le fait qu'une figure réactionnaire comme Narendra Modi, chef du BJP, à l'instar de Recep Tayyip Erdoğan en Turquie et de bien d'autres, ne correspond pas du tout à un tournant réactionnaire en raison d'une faiblesse fondamentale, mais bien au contraire à une agressivité expansionniste provoquée par le développement du capitalisme bureaucratique lors de l'immense accumulation capitaliste mondiale ayant eu lieu de 1989 à 2020.

Concrètement, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a essayé de forcer le cours des choses ; le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a cru faire face à des dégénérés aux caisses vides dont le régime se ratatine : il a fait face à des décadents aux caisses pleines et aux objectifs expansionnistes.

Au cours de ce processus, non seulement il a déplacé son centre de gravité, mais en plus il s'est retrouvé encerclé par un ennemi se renforçant puissamment. Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) doit rectifier le tir, absolument.

Les propos de Narendra Modi à l'occasion du jour de l'indépendance

Lors de son discours à l'occasion de la célébration du jour de l'indépendance, le 15 août 2026, le Premier ministre Narendra Modi a tenu les propos suivants au sujet du « naxalisme », présenté comme un obstacle au développement national.

« Mes chers compatriotes,

Au XXI^e siècle, il est impératif d'éliminer les défis qui persistent depuis des décennies. Le naxalisme et le maoïsme ont anéanti l'avenir de centaines de milliers de jeunes. Ils ont volé et brisé des vies d'enfants qui faisaient la fierté d'innombrables mères, et ont réduit à néant les rêves de tous les parents.

Pendant quatre longues décennies, le naxalisme a tenu sous son emprise une grande partie de l'Inde et une part importante de sa population. Il a bafoué la Constitution, et plus de 3 500 de nos policiers et membres des forces de sécurité sont tombés au champ d'honneur en protégeant les citoyens ordinaires.

Un plus grand nombre de nos policiers ont dû sacrifier leur vie que de soldats morts au combat, afin que les citoyens puissent vivre en sécurité. Le naxalisme a laissé le pays baigné de sang. Lorsque vous nous avez donné l'opportunité de servir en 2014, nous avons pris la résolution, ce jour-là même, de libérer le pays du naxalisme.

Aujourd'hui, je suis heureux de vous annoncer que la violence naxalite-maoïste n'a peut-être même plus la force de rendre son dernier souffle. Nous progressons vers son éradication complète.

Dans les régions où les naxalites faisaient jadis feu, où la terre était jadis tachée de sang, aujourd'hui, dans ces mêmes régions touchées par le naxalisme, flotte fièrement le drapeau tricolore du développement, de la confiance et de l'effort, car elles ont été libérées du naxalisme.

Mes chers compatriotes,

Mais nous ne devons pas sous-estimer ce défi. Nous devons redoubler de vigilance. Pendant des années, des individus imprégnés d'idéologie maoïste ont infiltré les sphères du pouvoir. Même en tant que conseillers au sein des comités gouvernementaux, cette idéologie maoïste a influencé les politiques publiques.

Mes chers concitoyens,

Nous sommes parvenus à éliminer les naxalites armés des forêts et à libérer le pays de cette menace. Cependant, si les Naxalites armés ont disparu, les Naxalites extrémistes demeurent, guettant la moindre occasion.

Ils cherchent à semer la violence et l'anarchie et recourent à diverses tactiques pour entraîner la société dans une spirale infernale. Il est impératif d'identifier ces Naxalites extrémistes, de les isoler et d'orienter la jeunesse du pays vers l'effort collectif visant à faire de l'Inde une nation développée. »

Narendra Modi souligne que la menace venait des « forêts », jouant sur le fait qu'historiquement la civilisation portée par l'hindouisme s'est développée

précisément à côté et contre ces zones rétives. C'est bien entendu de la « narration », typique d'une idéologie cherchant à mobiliser les masses de manière réactionnaire.

Néanmoins, il peut se permettre cela justement, parce qu'il pense avoir le monopole de la proposition stratégique pour la nation indienne. Là est le cœur du problème : parvenir à une proposition stratégique contraire, de la même envergure, triomphant par la guerre populaire.

L'avenir en Inde appartient à une Pensée-guide guidant la guerre populaire

Toutes les remarques ici faites ont deux caractéristiques. La première, c'est qu'elles apparaîtraient comme totalement ridicules si elles avaient été faites avant l'émergence de la crise généralisée du Parti Communiste d'Inde (Maoïste). La seconde, c'est qu'elles pouvaient être faites déjà il y a dix ans, et l'ont été de manière non publique.

Aujourd'hui, par contre, une telle critique constructive apparaît comme sérieuse, et partant de là utile, de par la dignité du réel.

Les maoïstes indiens ne couperont pas au fait de se confronter à la question de la Pensée-Guide, c'est-à-dire de l'analyse concrète de la situation concrète sur le plan national.

Il faut bien comprendre ici qu'il ne s'agit pas de dénoncer unilatéralement la ligne historique du Parti Communiste d'Inde comme pragmatique-machiavélique.



La culture nationale indienne a, en effet, une capacité synthétique d'aborder les choses de manière analytique, ce qui est une manière bien compliquée de dire qu'il y a une grande capacité à être « malin ».

Il s'agit là de toute une tradition remontant à plusieurs siècles avant notre ère, qu'on retrouve dans le fameux traité de gouvernance, l'Arthashastra, écrit par Kautilya, Premier ministre de l'empereur Chandragupta Maurya, ou bien dans les conseils « déloyaux » de Krishna dans le Mahābhārata.

Cependant, aller trop loin dans une lecture « froide » des faits est une erreur, malgré toute la chaleur qu'on y met.

Le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) a fait une erreur en se précipitant dans la considération selon laquelle l'Inde serait un assemblage artificiel ; il a trop

raisonné en termes de « communautés » et de droits, dans le prolongement du colonialisme britannique et de l'invasion moghole. Il a entendu l'appel de l'avenir, mais ce dernier provient aussi du passé, et pas seulement du présent : on ne part jamais de zéro.

En ce sens, le Parti Communiste d'Inde (Maoïste) doit, pour sortir de sa crise, être capable de réaffirmer sa proposition stratégique historique ; c'est une tâche difficile, mais d'autant plus nécessaire et possible de par le développement inégal de l'Inde dans l'Histoire mondiale et l'ampleur des masses présentes.

Les vicissitudes présentes ne sont que secondaires par rapport à l'aspect principal : la guerre populaire vaincra inévitablement en Inde ! ■

« Quelle voie doit prendre la révolution indienne ? C'est une question fondamentale dont dépendent l'issue de la révolution indienne et le sort des 500 millions d'Indiens.

La révolution indienne doit suivre la voie consistant à s'appuyer sur les paysans, à créer des bases d'appui rurales, à persévérer dans une lutte armée prolongée et à encercler les villes à partir de la campagne pour remporter finalement la victoire dans les villes.

C'est la voie de Mao Zedong, (c'est la voie victorieuse que la révolution chinoise a parcourue), c'est la voie que tous les peuples et nations opprimés doivent nécessairement emprunter pour remporter la victoire dans la révolution. »

**Parti Communiste de Chine,
Un tonnerre printanier en Inde,
1967**